

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

LES TRENTE-CINQ HEURES

La balle est lancée, et bien lancée, sur le terrain social. Les syndicats ouvriers, en France et en Europe, ne doivent pas cesser de la contrôler jusqu'à ce qu'elle marque le but. Ce but, en attendant d'autres, devrait signifier : le plein emploi, un meilleur emploi, plus de temps pour chaque travailleur de vivre sa vie individuelle, une relance de l'activité économique par la consommation (une consommation moins dirigée).

Le tableau est trop optimiste, nous dira-t-on. Il peint pourtant — sans oublier les coins d'ombre — ce que pourrait être la marche vers l'horizon 2 000 : il y faut seulement une autre vision du monde.

Tant de choses favorables, tant de conséquences heureuses, pour cinq heures de moins de travail socialement nécessaire ? Oui, et ce n'est qu'un commencement, la suite plutôt d'un long effort pour réduire la peine des hommes et pour faire avancer l'ensemble des conditions sociales. L'expérience a montré que lorsque s'améliorait la condition ouvrière, tout le monde s'en trouvait mieux. A chaque fois que la revendication ouvrière — plus particulièrement la réduction du temps de travail — s'est trouvée posée ou reposée, à chaque fois qu'une lutte ouvrière d'ensemble s'est développée pour son succès, les tenants du pouvoir politique et économique ont crié à l'irréalisme et prêté les pires déboires. A chaque fois, leurs prédictions, procédant d'une étroite défense de classe, ont été démenties par les faits.

Hier, les huit heures par jour, puis les quarante heures par semaine, ont été combattues par les maîtres des moyens de production, avant que la force ouvrière ne les impose (et que le capitalisme s'en accommode). Aujourd'hui la même argumentation patronale et gouvernementale se répète contre les trente-cinq heures. Cette argumentation ne vaut pas plus cher.

Il se trouve que le Mai ouvrier, celui de 1886, celui de 1906, celui de 1936, et maintenant celui d'aujourd'hui, marque les étapes — parfois tachées de sang — d'un dur combat qui est peut-être le

plus saisissant de la lutte de classe. Mais aujourd'hui la concomitance d'une péripétie électorale européenne donne aux « trente-cinq heures » une autre signification. La classe ouvrière des principaux pays européens entre sur la place, non pas par l'intermédiaire d'un parlement aux pouvoirs

DANS CE NUMERO :

- **L'autogestion à l'épreuve :
L'expérience de Boimondau**
par Yves DELAUNAY
- **Nucléaire : de l'exemple américain au projet "Espérance"**
par SANTEUIL
- **La saison des congrès**
par R. GUILLORE
- **Action laïque et unité d'action**
par F. CHAINTRON
- **Lettre d'Amérique**
par P. AUBERY

mal établis, mais directement par la revendication immédiate des trente-cinq heures. C'est une première manifestation, autrement que dans les mots, de « l'Europe des travailleurs ». Sur ce point bien déterminé, l'unité ouvrière doit se faire et démontrer par son efficacité l'existence d'un autre pouvoir qui ne s'en remet à personne, à aucune institution, du soin de faire progresser la condition du travailleur européen.

Mais voilà que l'Europe capitaliste est invoquée par notre patronat national et son gouvernement pour freiner la réduction du temps de travail et surtout pour repousser, en cette circonstance, le maintien de la rémunération, la compensation salariale. Pour l'écoulement des produits nationaux, l'augmentation du coût salarial serait prohibitive, détruirait la fameuse « compétitivité ». Ces messieurs voudraient-ils nous faire croire qu'actuellement, les ouvriers d'Allemagne fédérale, ou ceux de Belgique, gagnent moins que leurs camarades français en travaillant plus longtemps ? C'est le contraire qui est vrai : pour une journée de travail déjà plus courte (en moyenne), les salaires, y compris le salaire social, indirect, est plus élevé qu'en France. L'expérience des travailleurs frontaliers, en même temps que les données les plus officielles, confirment cette affirmation. Et pourtant les prix des produits de ces pays sont compétitifs !

Que les patrons et les gouvernants des pays de l'Europe occidentale s'entendent pour établir un régime commun du travail et pour réduire sa durée, nous n'y voyons aucun inconvénient. Mais c'est sur l'entente et la volonté commune des syndicats ouvriers européens que nous comptons.

Les économistes experts, y compris parfois ceux de « gauche », s'en mêlent pour nous démontrer que la réduction « brutale » du temps de travail aurait un « effet pervers », c'est-à-dire que loin de créer des emplois nouveaux, elle aggraverait le chômage, au moins dans certains secteurs ! Ils s'appuient pour cela sur l'exemple de 1936, tel qu'ils le voient, tel que ne l'ont pas vu nos camarades qui l'ont vécu. Ce qu'ils ont vu, en dehors de la joie d'une confiance retrouvée, c'est une reprise générale de l'activité — hormis peut-être quelques goulots d'étranglement — avec le développement de consommations nouvelles (le tourisme populaire, par exemple), ils ont vu la relance induite de l'augmentation des salaires. Il faut souligner, en effet, que la fixation légale à quarante heures du temps de travail hebdomadaire ne s'est pas accompagnée d'une réduction correspondante des salaires. Il n'y a pas eu seulement compensation, mais augmentation des salaires. Si bien que s'est trouvée réalisée la formule apparemment paradoxale : « Gagner plus en travaillant moins ». Les militants de 1936 n'ont point constaté cet « effet pervers » dont on nous parle tant ; les chiffres comparatifs que l'on a fournis pour en faire la preuve n'étant rien moins que convaincants. Nous attendons de pied ferme qu'on nous redonne les mêmes ou d'autres. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer qu'ils ne valaient pas démonstration.

Les accords de Grenelle de 1968 n'ont pas été, de loin, aussi substantiels pour les travailleurs que les accords Matignon de 1936. Ils n'en avaient

pas moins abouti à réduire un tant soit peu la durée moyenne du travail.

Il est intéressant de savoir comment ont réagi les patrons à cette réduction du temps de travail, comment ils l'ont « épongée ». L'INSEE (Institut de Statistiques et des Etudes Economiques) les a interrogés sur ce point. Il ressort de cette enquête que la moitié des entreprises (surtout celles de plus de 500 salariés) ont répondu en embauchant du personnel supplémentaire. Première indication sur l'effet positif pour l'emploi de la réduction du temps de travail.

Quant à la compensation salariale, on n'imagine quand même pas que le SMIC puisse être diminué parce qu'il correspondrait à trente-cinq heures de travail au lieu de quarante. C'est un minimum incompressible, supposé satisfaire les besoins élémentaires d'un travailleur à un moment donné. La mensualisation, hier tant prônée, détache aussi la rémunération du travail du nombre d'heures pendant lequel il s'est accompli effectivement. En outre, un grand nombre d'activités non industrielles, mais néanmoins socialement nécessaires, ne sont pas directement productives. Dans ce secteur, qui comprend probablement près de la moitié de la population active, le travail utile (quand il l'est) ne dépend pas de sa durée. La diminution de celle-ci est créatrice d'emplois nouveaux dans la mesure où l'activité est nécessaire. Plusieurs services publics en ont besoin.

**

La réduction du temps de travail individuel peut sans doute avoir un « effet pervers » pour une partie de la classe ouvrière : c'est le cas où le patronat y réagit par l'extension du travail en équipes pour une utilisation plus longue du matériel. Mais les syndicats y répondent déjà par leur opposition à l'extension du travail « posté », ou bien, quand celui-ci est imposé par les conditions techniques, par l'introduction de « la cinquième équipe ».

On voit déjà que les effets pervers supposés ou entrevus par la réduction du temps de travail ne sont pas les mêmes pour les travailleurs et pour les patrons. Ses effets bénéfiques seront évidents pour la masse des travailleurs européens. Voilà l'Europe ouvrière et syndicale armée d'une revendication générale d'une grande portée économique et sociale. A côté de cette action « supranationale », l'élection d'un parlement européen n'apparaît que comme secondaire, ou auxiliaire. En tout cas, elle combat, et cette opposition est la première condition de son succès, la résurgence du vieux courant nationaliste, qu'il vienne de la droite ou d'une prétendue gauche.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS
Tél. : 607-02-06

Abonnements (y compris Marché Commun) :
6 mois, 40 F — 1 an, 80 F.

Autres pays : 6 mois, 50 F — 1 an, 100 F.

C.C.P. 734-99 Paris

PERMANENCES : le lundi de 15 à 17 h
le mercredi et le jeudi de 17 à 19h.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Grève et service public (suite)

Les lignes que nous avons écrites sur ce sujet dans notre précédent numéro étaient à la fois opportunes et, d'un autre point de vue, inopportunes. Elles tombaient bien au moment où le gouvernement et ses séides préparaient un mauvais coup contre les travailleurs de la télévision. Elles dénonçaient cette atteinte à l'intégralité du droit de grève. Elles pouvaient cependant paraître inopportunes puisqu'elles mettaient en discussion, entre nous, les modalités des arrêts de travail volontaires dans les services publics. Elles pouvaient ainsi apporter des arguments à tous ceux qui, depuis longtemps, ne cachent pas leur but : réglementer le droit de grève dans les services publics, c'est-à-dire le limiter et le restreindre au point d'en empêcher pratiquement l'exercice.

Le service que nos réactionnaires ont choisi pour leur première attaque contre le droit de grève est celui de la télévision, monopole d'Etat. Choix démagogique, mais mauvais choix. L'arrêt des images sur le petit écran est moins grave, moins gênant, moins contraignant pour le public que la grève dans les postes, ou dans les chemins de fer, ou dans les écoles. On peut facilement se passer du journal télévisé ou d'une émission dite de « variétés », plus facilement que de l'autobus qui doit vous ramener à la maison, même si le petit écran n'est pas au rendez-vous. De mauvais esprits diront même que ça repose tout le monde, les téléspectateurs en premier. Il est vrai que certains d'entre eux supportent mal l'interruption de la drogue quotidienne. D'autres estiment que c'est un service d'abrutissement public.

Le « programme minimum » était déjà une atteinte au droit de grève : les agents des autres services publics, pourtant plus importants que celui-là, ne se voient pas imposer un programme minimum autre que celui qu'ils peuvent s'imposer eux-mêmes. Si les directeurs de chaîne ont maintenant le droit de répondre par la réquisition à un préavis de grève, le droit de grève se trouve pratiquement interdit. A moins... à moins que les grévistes passent outre à l'ordre de réquisition. Ils suivraient en cela l'exemple que leur ont donné les mineurs, alors que de Gaulle régnait.

La vérité, c'est que la droite au pouvoir, toujours restrictive des libertés, veut porter la main sur les grévistes des services publics. Si les syndicalistes entendent discuter entre eux des modes d'exercice du droit de grève, surtout quand il entraîne une gêne trop grande pour la population (ce qui ne saurait s'appliquer à la télévision), ils feront front à cette atteinte intolérable à un droit constitutionnel. Elle en annonce d'autres.

La saison des congrès

Ce printemps (un mauvais printemps entre parenthèses) est aussi le temps de plusieurs congrès politiques et syndicaux.

Au moment où ces lignes tombent de la linotype, se tient à Brest le congrès de la CFDT. Nous lui donnerons la part qui lui revient dans notre prochain numéro. Ce congrès est important par la place

qu'a prise la CFDT dans le mouvement syndical français (et bientôt européen) ; par le rôle d'avant-garde qu'elle joue souvent dans l'action revendicative, notamment pour la réduction du temps de travail ; par les fluctuations de ses accords et désaccords circonstanciels avec la CGT, domaine privilégié du parti communiste. Nous saurons donc ce que veut dire exactement ce « recentrage » qu'ont amorcé les dirigeants de la CFDT après l'échec d'un « programme commun » qu'ils avaient trop cautionné.

Ce terme de « recentrage » n'est sans doute pas très heureux. Leurs concurrents, plus que leurs partenaires, de la CGT, n'ont pas manqué de lui donner un sens politique qui, dans le « contexte » français, semblerait justifier quelque peu le dernier tournant (le dernier en date). Ce « recentrage » signifie probablement tout autre chose : après une regrettable divagation politique, le retour à un comportement spécifiquement syndical, c'est-à-dire à l'action directe, pour des objectifs immédiats, contre le patronat privé ou public. Les discussions et les conclusions de ce congrès de Brest ne vont pas manquer d'intéresser pour tous les syndicalistes quelle que soit leur orientation personnelle. Ici, nos commentaires ne feront pas défaut, même si, par la force des choses, ils sont un peu tardifs. Nous aurons plus de temps pour y réfléchir. Nous avons d'ailleurs reçu du service de presse de la CFDT, un document « *Eléments d'information sur la situation interne de la CFDT* ». Nous en reparlerons aussi.

A la mi-avril, il y a eu, à Versailles, le congrès de la CGC (Confédération Générale des Cadres). Il nous retiendra moins longtemps, parce que cette organisation, par son titre même et, plus encore, par sa doctrine « élitiste », jalouse de ses privilèges hiérarchiques, s'exclut du syndicalisme ouvrier. Il y a parmi les « cadres » — expression qui nous déplaît au plus haut point — ceux qui, rejetant par leur adhésion à une centrale ouvrière, une mentalité catégorielle et hiérarchique, doivent être considérés comme des compagnons dans l'action syndicale. Ceux-là ont choisi leur camp.

Pourquoi ne dirions-nous pas aussi quelques mots des congrès des deux partis politiques qui représentent, paraît-il, la gauche française ? La Charte d'Amiens, document sacré et sacré document, ne nous interdit tout de même pas d'en parler. Ils ont une influence indirecte sur le mouvement syndical (pas toujours indirecte) alors que cette influence devrait plutôt se faire sentir en sens inverse.

Dans le temps même où nous bâtissons ce numéro, le congrès du PCF est réuni en grand appareil. On peut dire déjà qu'il est terminé avant d'avoir commencé. La mise en scène est faite et le dénouement est connu. Le filtrage des délégués s'est normalement opéré à travers toutes les chicanes du centralisme dit démocratique. Même la contestation, s'il doit y en avoir une, a son rôle prévu dans le spectacle. Pas de changement réel de ce côté.

Le congrès du parti socialiste qui, lui, s'est tenu en avril, nous a réservé plus d'imprévu. Pas telle-

ment. Nous n'avions quand même pas prévu que le premier secrétaire assurerait sa majorité et isolerait son principal camarade-adversaire, en s'alliant avec une prétendue « gauche » anti-européenne, héritière de ce qu'il y avait de moins bon dans le guesdisme et respirant des effluves venus du PCF. Pour le signataire de ces lignes, — et pas seulement pour lui — il s'agit bel et bien d'un courant de

droite. Mais personne n'est obligé d'être d'accord avec lui. On n'a pas l'habitude ici de se « préoccuper » — pour reprendre le texte de la charte d'Amiens — des partis et des sectes. On les observe seulement. Ce n'est pas notre faute si, trop souvent, nous sommes amenés, les uns ou les autres, à regretter et même à dénoncer leur comportement.

R. GUILLORE.

ACTION LAIQUE ET UNITÉ D'ACTION

Les élections au bureau national du Syndicat National des Instituteurs

La situation n'était pas facile. Le respect d'une démocratie, plutôt rare dans notre syndicalisme français, fait que *tous les adhérents du SNI-PEGC (PEGC: Professeurs d'Enseignement Général des Collèges) ont pu élire leurs représentants* au Bureau national du syndicat.

La situation n'était pas facile, car *M. Beullac refusait de répondre aux exigences exprimées par le syndicat concernant la revalorisation de la fonction d'instituteur*. Un plan d'action national, une manifestation nationale (le 14 mars) à Paris exprimaient *l'opposition de tous à une carte scolaire plus rigoureuse que jamais* dans la majorité des départements.

Un certain nombre d'adhérents n'allaient-ils pas confondre responsables syndicaux et ministre et exprimer cette confusion par un vote de défiance vis-à-vis de la majorité UID (Unité, Indépendance, Démocratie)? C'était en tous cas le calcul que faisaient les communistes.

L'enjeu était d'importance: la CGT n'enregistrait que des reculs lors des élections professionnelles. Le PCF n'est plus, de loin, le premier parti de gauche. Après les législatives, les élections cantonales ont montré que l'aspiration unitaire des citoyens, des électeurs s'est plus retrouvée dans un parti socialiste qui tient bon sur l'union de la gauche et qui continue à préciser que tout dépend du pouvoir sur le plan politique.

Il fallait que le PCF, par sa courroie syndicale « Unité et Action », essaye de retrouver *un nouveau souffle*, dans le secteur de l'enseignement. Le jeu du ministère de l'Éducation lui en laissait l'espoir. A croire que la droite préfère un syndicalisme *verbeux et inopérant*, dirigé par les communistes, à un syndicalisme ayant pour but essentiel *des résultats concrets*.

Jamais, de manière plus claire — sinon en sens inverse, lors des législatives de mars 78 —, *l'Humanité n'a pris l'aspect du bulletin officiel de la fraction UA (Unité et Action) lors de ces élections syndicales de mars 79*. 20.000 adhérents du SNI manifestaient-ils à Paris contre le redéploiement? *L'Humanité* en voyait deux fois moins et donnait la vedette à la conférence de presse du leader national d'UA, la tendance communiste. Les sections départementales du SNI agissaient-elles pour empêcher les fermetures de classe, obtenir des ouvertures, dans le cadre de consignes nationales? *L'Humanité* opposait « la base » aux « instances nationales ». Un matraquage sans précédent. Le résultat? UID a obtenu 58,64 % au lieu de 59,13 % en 76; UA, 32,96 % au lieu de 32,78 %. L'École Emancipée et le Front Unique Ouvrier progressent légèrement.

Ce n'est pas aujourd'hui que la physionomie du syndicalisme enseignant changera. *Pour le plus grand bien du syndicalisme en général.*

Une « campagne » qui prend d'autres formes

Mais la campagne de *l'Humanité* appuyant « Unité et Action » prend aujourd'hui d'autres formes. A grand renfort de déclarations, la CGT a dit être prête à prendre « toutes ses responsabilités » en ce qui concerne les problèmes de l'enseignement.

Ce qui ne peut être réalisé de l'intérieur sera tenté *de l'extérieur*. Déjà, on avait vu, conjointement avec la droite, les communistes se faire les chantres de l'application des circulaires Haby concernant les comités de parents et les conseils d'école dont plus personne ne parle aujourd'hui, mais qui auraient pu être *l'occasion* à quelques « représentants » de parents d'élèves « bien pensants » et « pensant bien » *de contrôler de près les activités de ces enseignants « trop influencés par l'idéologie réformiste »*.

Il fut une époque où dans les périodes de division les plus chaudes, *la gauche s'unissait malgré tout* pour opposer à toute attaque contre l'école publique le front commun du Comité d'action laïque à tous les niveaux.

Aujourd'hui, la loi Guermeur suscite surtout la virulence de ceux qui en réclament l'application, dont les associations de parents d'élèves de l'école dite « libre ». Mme Fontaine, secrétaire générale adjointe de l'enseignement catholique, est candidate sur la liste UDF aux élections européennes. Jacques Chirac assiste personnellement à l'installation de Mrg Poupard comme évêque auxiliaire de Paris.

Les communistes, quant à eux, poursuivent leur politique de reniement. Les deux Georges (Hourdin et Marchais) écrivent un ouvrage en commun. Les Editions sociales produisent un livre où l'auteur, qui se dit marxiste, se demande si la foi religieuse n'est pas une forme permanente de la conscience humaine, etc., etc.

L'union laïque, fondée sur le même objectif, du moins apparemment, pouvait entraîner une force populaire considérable. L'abandon de cet objectif par les communistes les amène à remplacer le « front laïque » naturel par des propositions de simple unité d'action conjoncturelle sur les questions d'enseignement, telles que les voit la CGT.

Ce rejet du cadre du Comité d'action laïque, les allusions à la syndicalisation des enseignants par la CGT, le comportement fractionnel d'UA dans le SNI comme dans la Fédération de l'Éducation Nationale, *tout cela ne peut que profiter aux adversaires de l'école publique*. Le vote de la majorité des adhérents du SNI-PEGC à leur Bureau national démontre qu'ils auront encore fort à faire.

François CHAINTRON.

La « R.P. » devant les tragédies soviétique et espagnole

J'ai bien entendu consacré deux chapitres aux événements terribles qui ont pesé sur le monde et particulièrement sur l'Europe dans l'immédiate avant-guerre : les procès de Moscou (1936-1937-1938) qui ont achevé la liquidation d'octobre 1917 — et la guerre civile espagnole (1936-1939) qui fut une véritable préface et préfiguration de la seconde guerre mondiale.

Mais ce qui peut être plus directement édifiant pour nous, c'est l'attitude de la R.P. en ces tragiques conjonctures. Il n'est pas inutile de rappeler le rôle joué par notre revue dans la dénonciation des crimes staliniens — vingt ans avant le fameux rapport Khrouchtchev qui confirme — et au-delà — ce que nous disions bien avant 1936 et qui nous valut les imprécations des uns, les objurgations désinvoltes ou méprisantes des autres.

Il n'est pas inutile de rappeler aussi que la R.P. fournit sur la tragédie espagnole, une mine de documents vivants que les historiens n'ont guère exploitée, peut-être parce qu'ils craignent toujours une vérité encore actuelle.

Et c'est encore sur le ton passionnel que je voudrais rappeler la campagne menée dans la R.P. contre ce que Monatte avait — dès le premier procès de Moscou — appelé : « *le trente juin de Staline* » — par référence à l'opération montée par Hitler le 30 juin 1934 contre certains de ses anciens frères d'armes. Le rapprochement était justifié par le passé des premières victimes des procès de Moscou — tous membres de la phalange bolchevik d'octobre 1917. Mais quantitativement et qualitativement l'épuration hitlérienne ne supporte pas la comparaison avec l'épuration stalinienne. En Allemagne tout fut réglé en une journée avec férocité sans nul doute, mais avec la brutale franchise d'un cynisme qui ne s'embarrasse d'aucune justification morale. En URSS l'épuration se prolongea pendant trois ans sous sa forme la plus spectaculaire : celle de procès publics au cours desquels les accusés allèrent dans leurs aveux au-delà des pires inventions de l'accusation ; et lorsque l'un d'eux se révoltait en séance publique contre cette sinistre comédie, il suffisait d'une journée supplémentaire d'isolement pour le ramener à la... « *raison* » et le faire s'aligner docilement sur ses... « *complices* ». Cet avilissement d'hommes — qui avaient dominé le Destin pendant toute leur vie militante, dont certains — incorruptibles et impitoyables — avaient réalisé l'image de Nietzsche : *des ponts tendus vers le surhumain* —, que l'on entendait devant les robots qui les jugeaient, rouler leur passé glorieux dans la fange et se vautrer dans des poubelles nauséabondes, dépassait largement dans l'absurdité et l'horreur tout ce qu'avaient pu imaginer les bourreaux de l'Inquisition médiévale. Les victimes ne pouvaient que ruser avec le machiavélisme des

juges staliniens en glissant dans leurs aveux des invraisemblances facilement vérifiables. L'un aurait rencontré à Copenhague, dans un hôtel qui n'a jamais existé ou qui n'existait plus, Léon Sedov, le fils de Trotsky qui — réfugié en France — prouva aisément qu'il n'était jamais allé au Danemark. Un autre aurait rencontré Trotsky à Meran dans le Tyrol italien où Trotsky n'était jamais allé, (la date se plaçait dans le temps de son séjour à Royan sous le contrôle des autorités françaises). Mis en cause, Rosmer, Magdeleine Paz, Emile Buré (directeur de l'Ordre, cependant soviétophile notoire), le menchevik Dan et quelques autres opposèrent aux aveux fabriqués des démentis appuyés de preuves à peu près irréfutables.

Ces failles dans le monument d'imposture furent facilement repérées et placées dans les dossiers de la Commission d'enquête française sur les procès de Moscou constituée en 1937, et par le tribunal international siégeant à New York la même année sous la présidence de l'éminent philosophe et pédagogue John Dewey qui — malgré son grand âge — se déplaça pour recueillir à Mexico le témoignage de Léon Trotsky. Le fils de celui-ci Léon Sedov s'acharna à rassembler une documentation gigantesque dont il nous réserva l'analyse au cours d'une conférence organisée par la *Révolution prolétarienne*. Les conclusions de la commission d'enquête et du tribunal furent accablantes pour les policiers et les juges de Staline. Celui-ci ne s'en soucia guère, car bien avant que les « *aveux* » aient été soumis à des débats contradictoires, aussitôt après leur publication, les pécheurs repentants avaient été presque tous physiquement liquidés. Et c'est là encore ce qui souligne la différence essentielle avec l'épuration hitlérienne. Derrière la façade des trois procès de 1936, 1937, 1938 dont les condamnés les plus illustres ne survécurent pas à leur « *mea culpa* », il y eut la disparition silencieuse de tous ceux et de toutes celles que l'on n'avait pas soumis à l'épreuve publique.

En 1937, Staline voulut se débarrasser de son Etat-major militaire. On connaît aujourd'hui la vérité sur la collusion des gens de la Gestapo et du Guepeou se communiquant les « *preuves* » fabriquées par Staline du « *complot* » du Maréchal Toukhatchevski — généralissime soviétique — et de sept officiers généraux qui auraient offert leurs services à l'Allemagne hitlérienne. Un agent double porta le dossier contenant des pièces *composées au Kremlin* à Benès, président de la Tchécoslovaquie. Celui-ci le transmit... à Staline. On ne peut faire mieux comme « *circuit fermé* ». Mais là, il n'y eut pas de procès public... et pour cause. On ne pouvait compter sur la docilité de ces « *héros* » de l'Armée Rouge. Lorsque l'accusation fut portée sur la place publique, ils étaient déjà fusillés (notons en passant, qu'instruit par son ami Benès, Léon Blum ne douta pas un instant de l'authenticité de la trahison et qu'il en tira argument contre une alliance militaire

franco-soviétique, conclue trop rapidement). Quelques temps après les membres du Conseil de guerre qui les avait condamnés — probablement sans les entendre — étaient liquidés à leur tour. Iagoda, chef du Guepeou « régisseur » du premier procès, était fusillé parce que... « témoin gênant ». Et son successeur Yegov subit plus tard le même sort. Hitler n'avait abattu que l'Etat-major des S.A. facilement disqualifiés par leurs vices. Les cadavres accumulés par Staline forment une pyramide avec quelques unités à la pointe et des millions à la base.

Ce cauchemar dantesque, on en suit toutes les péripéties, tout le déroulement, dans la collection de la R.P. Yvon en 1935 avait déjà éclairé le caractère insolite de l'assassinat de Kirov et des procès intentés aux prétendus responsables. Mais c'est surtout Victor Serge en 1936 dans sa « *chronique du sang versé* » qui décrit et explora systématiquement cette réalité infernale. En 1937 (nos 240 - 244 - 247 - 249 - 253 - 254 - 255 - 256 - 257 - 258 - 259 - 260) — outre des papiers : *Insulte à grand tirage* (une réponse à Jacques Sadoul, devenu cynique courtisan de Staline qui le méprisait) — *La fin de Yagoda, Victoire et défaite à Barcelone, La crise du régime stalinien, Adieu à André Nin, Boukharine exécuté, Erwin Wolf assassiné* ; sa chronique portait ce titre significatif : *Les écrits et les faits*. En 1938 (nos 262 - 265 - 266 - 267 - 269 - 276 - 277 - 279 - 281) il saluait Léon Sedov dont la mort « naturelle » posa d'autant plus un problème que toute la famille de Trotsky et ses plus proches collaborateurs avaient été assassinés. Serge commenta le troisième procès de Moscou.

Notons que le cas de Sadoul avait été éclairé par le témoignage de A. Balabanoff, vieille militante zimmerwaldienne (1937 - n° 245).

Cependant il a fallu le rapport « déstalinisant » de Khrouchtchev en 1956 (trois ans après la mort de Staline) — lire aussi *L'aveu* de London et voir le film que l'on en tira, pour comprendre l'atmosphère de ces « procès de sorcellerie » — selon le mot de Fritz Adler — organisés à Moscou et après la guerre, dans les démocraties populaires.

C'est bien par un martèlement incessant, une contrainte obsédante, des tortures physiques et morales, des menaces contre les proches, de vagues promesses sans effet, que l'on pouvait aboutir à cette dissolution de la personnalité, à cet automatisme parfait d'un individu présentant sous son apparence ordinaire un être totalement nouveau qui ne peut que répéter textuellement ce que l'accusation avait minutieusement élaboré.

Tout cela n'est plus discutabile aujourd'hui. Mais en 1937 cela demeurait encore inexplicable et impensable. Dans les nos 241 et 242 de la R.P. « un vieux bolchevik » racontait « *Comment s'est préparé le procès de Moscou* ». C'est seulement le 25 septembre 1937 que fut constitué : le Comité d'enquête sur les procès de Moscou.

Kléber Legay militant du syndicat des Mineurs du Nord, que nous avons rencontré au temps du Comité des Vingt-deux, au retour d'une délégation en URSS donna à la R.P. le 10 janvier 1937 un article dont le titre suffisait pour exciter la haine des staliniens — qui ne lui marchandèrent pas les injures et les calomnies — « *Je suis de ceux qui tenaient à savoir* ».

Et le 10 avril il relatait en deux papiers : ses observations sur le travail dans les mines russes et sur la vie des mineurs russes.

Ida Mett — la compagne de Nicolas Lazarevitch — étudiait : « *Pouchkine et son époque* » (n° 241). Elle signala aussi (n° 252) les dangers courus par le grand écrivain russe : Boris Pilnack — et elle engagea la polémique avec Trotsky sur *Cronstadt* et *Makno* (n° 253) — On lut aussi (n° 248) une note d'elle sur l'assassinat du militant antifasciste : C. Berneri.

**

En même temps qu'il organisait l'infamale tragédie des procès de Moscou, Staline — par un de ces synchronismes dont il fut coutumier — offrait au monde une nouvelle constitution célébrée par Romain Rolland sur le ton du délire sacré.

Yvon (n° 239) présentait cette nouvelle constitution et précisait (nos 245 et 246) : *ce que sont devenus les syndicats en URSS* — Notons qu'en janvier 1937 il avait donné sur la réalité soviétique une causerie dont le texte fut reproduit dans une brochure publiée par Spartacus, après la guerre.

Le 10 octobre 1937 la R.P. dénonçait *l'assassinat du trotskyste Ignace Reiss* — Le 10 avril 1937 elle publiait un document sur *la fin des bolcheviks géorgiens*.

En 1938 c'est encore le sort de l'anarchiste Ghezzi emprisonné en URSS dont le cas avait été évoqué par Jacques Mesnil en 1926 qui provoqua (n° 263) la création d'un groupe d'Amis — N. Lazarevitch (n° 265) établissait le parallèle entre Ghezzi persécuté à Moscou — et l'envoyé stalinien Boutenko célébré dans la Rome de Mussolini.

Le 10 janvier 1938, la R.P. tirait d'un ouvrage de Trotsky : *Les crimes de Staline* (traduit par Victor Serge) un extrait publié sous le titre : *Pourquoi ont-ils avoué des crimes qu'ils n'ont pas commis ?* Je ne l'ai pas porté dans les essais d'explication des procès de Moscou. Trotsky en effet voit dans les aveux des accusés la suite normale des abjurations successives et certes avilissantes des opposants. Il rappelle aussi l'utilisation par Staline des archives du Guépéou contenant des pièces compromettantes pour la plupart des dignitaires et des hauts fonctionnaires du régime : défaillances et trahisons dans les prisons tsaristes, participation à la lutte antibolcheviste lors de la Révolution d'octobre — profits illicites d'administrateurs que l'on tolérait en temps ordinaire — ... tout cela pouvant être exhumé pour exercer un chantage efficace sur celui dont on voulait utiliser le témoignage ou les aveux — les autres moyens de pression sont connus. Seulement le reniement, l'autocritique imposée, l'abjuration de thèses oppositionnelles — que les événements avaient justifiées — tout cela pouvait s'expliquer par la discipline du Parti (Trotsky en 1926 n'avait-il pas lui-même repris au bénéfice du Parti la formule anglaise : *right or wrong... my country!*) — aussi par la peur et la promesse de l'indulgence du Maître — De là à ces confessions aussi abjectes, aussi délirantes que celles des sorcières médiévales se vantant de leur accouplement avec Satan... il y a plus qu'une différence quantitative. Cependant la R.P. soulignait dans un « chapeau » que les aveux et abjurations d'autrefois avaient été payés par la grâce ou la légèreté des

peines — tandis qu'il n'y avait plus de procès public après l'exécution des condamnés des deux procès de Moscou. Erreur. Il y en eut au moins un autre avant la guerre... et d'autres après la guerre. Certes, et Trotsky le confirme peut être involontairement, la méthode de l'isolement du leader oppositionnel — par son exil plus ou moins doré et la persécution

des gens de son entourage fut appliquée avant que Staline fût omnipotent. Trotsky l'a subi dès 1924. D'autres ont connu cette disgrâce avant la mort de Lénine et la chute de Trotsky. Mais le phénomène stalinien, cette perfection dans l'absurde et l'abominable, garde sa spécificité.

(A suivre).

Roger HAGNAUER.

NON ! LE NUCLÉAIRE N'EST PAS LE PROGRÈS

(suite)

Les mêmes trusts qui ont le pouvoir pétrolier sont les profiteurs du nucléaire

Certes nous sommes tous angoissés par l'encerclement d'Israël et la menace des pays arabes. Non seulement parce que toute guerre nous atteint dans notre solidarité humaine, mais, pour moi du moins, pour cette brillante flamme d'espoir que représente la réussite de certains kibboutz. Véritable autogestion, véritable démocratie, véritable communauté, suppression de l'argent, et finalement progrès technique même à un haut niveau de vie : certains kibboutz représentent l'avenir de l'humanité ; pendant que dans les montagnes des Andes, les entreprises capitalistes font assassiner les dernières communautés indiennes...

Il ne faut pas que le danger que court Israël nous aveugle sur les véritables détenteurs du pouvoir pétrolier : ce ne sont pas les émirs arabes. Ce ne sont pas eux qui peuvent augmenter ou non le prix du pétrole. Ce sont les gigantesques trusts qu'ils soient nés à Amsterdam, ou dans le Texas, peu importe, ils n'ont pas de patrie, bien qu'ils s'appuient sur les USA. Ce sont eux qui décident, ce sont eux qui ont investi des milliards dans les centrales nucléaires : milliards qu'ils veulent récupérer au centuple, naturellement. Les pays de l'OPEP ne peuvent pas grand-chose, leurs dirigeants arrosés de millions de dollars n'ont qu'à bien se tenir quand l'oncle Sam élève la voix. Déjà Carter est le deuxième président des USA qui leur intime l'ordre de ne pas trop augmenter leurs prix sinon c'est la guerre ! C'est dit très officiellement à voix haute, et personne ne s'en étonne.

Le prix du pétrole est exprimé en dollars. Aussi le dollar a-t-il dans un premier temps décroché de l'or. Puis se dévalue soigneusement si les émirs arabes exagèrent. Vieux système éprouvé que les syndicalistes feraient bien de méditer : dans un autre domaine c'est exactement le procédé qui permet aux dirigeants capitalistes de récupérer rapidement les augmentations de salaires qu'ils font semblant d'accorder.

Un système éprouvé

Le nucléaire n'est-il pas fatal ? Issue fatale pour l'humanité, oui. Non, camarade, on ne peut poser de telles questions, on ne peut hésiter car on n'a pas le choix, nous n'avons pas du tout le choix, si nous voulons vivre. **Les écologistes veulent un énorme progrès technique.** « Briseurs de machi-

nes », les écologistes ? C'est bien au contraire les meilleurs défenseurs de technologie raffinée.

Qu'est-ce que le « progrès » ? C'est une marche en avant : un pas en avant. N'importe quelle machine nouvelle n'est pas un progrès si elle diminue le bonheur de vivre, encore moins si elle engendre la mort. En 1880-1890, la Californie possédait des chauffe-eau solaires sur les toits des maisons. Puis une grosse entreprise capitaliste eut intérêt à les détruire pour les remplacer par des chauffe-eau au gaz. Le gaz source d'énergie épuisable et polluante : c'est un exemple typique. Le chauffe-eau au gaz n'était pas du tout un progrès mais tout au contraire une régression.

Quand les jeunes (tous fainéants dit-on) veulent casser les machines qui défilent à la chaîne, qui représente un baigne insupportable, est-ce un progrès que le travail à la chaîne ? Par contre l'enrichissement des tâches est lui, certes, un progrès.

MEME SI LES CENTRALES NUCLEAIRES PRODUISAIENT PLUS D'ENERGIE QU'ELLES N'EN CONSOMMENT, MEME SI ELLES ETAIENT FAITES POUR PRODUIRE DE L'ELECTRICITE ET NON DES ARMES, IL FAUDRAIT REFUSER DE CONSTRUIRE ET DE FAIRE MARCHER CES SOURCES DE MORT.

Yvette GRILO.

N.D.L.R. — Nous avons aussi une réplique de Roger Hagnauer à Michel Descarsin, à propos des questions que le premier avait posées et qu'il se posait à lui-même sur l'utilisation de l'énergie nucléaire. Nous la réservons pour le prochain numéro. Son auteur voudra peut-être la compléter.

Echos de l'Internationale ouvrière

Au Brésil, des centaines de milliers de métallurgistes de la ceinture ouvrière de Sao-Paulo sont en lutte. Des enseignants font grève à Rio de Janeiro et Brasilia, aussi les ouvriers des chantiers navals. La situation sociale embarrasse le nouveau chef de l'Etat, le général (évidemment) Figueiredo.

*

A Bonn, trente mille personnes ont manifesté le 31 mars. Elles ont manifesté contre « les interdictions professionnelles » qui limitent l'accès des « extrémistes » à la fonction publique en Allemagne de l'Ouest. Un jeune député social-démocrate, Klaus Thüsing, et le congrès des « Jusos », jeunesses du S.P.D., s'étaient associés à cette manifestation.

L'expérience de Boimondau

Marcel Mermoz est une force de la nature. Tel il apparaissait au milieu de ce quarteron d'irréguliers — l'Américain Bukovski, Cavanna, le Dr Ferdière — que Bernard Pivot avait réunis pour une de ses émissions d'*Apostrophes*, en septembre dernier. Tel on le retrouvera dans ces entretiens avec J.-M. Domenach, dédiés à leur « maître commun » Jean Guéhenno (1).

Pas un instant d'ennui à cette lecture. Car Mermoz a un extraordinaire talent de conteur. C'est le Gaston Guiraud de *P'tite gueule*, avec quelques dièses en plus (2). Certes l'expression est parfois crue, mais elle est toujours savoureuse. Et le geste leste est spontanément rabelaisien.

**

Né en 1908 dans un hameau de Savoie, Mermoz y connaît la rude existence des petits montagnards. Il a déjà la passion de lire qui ravit son maître M. Granier, « un apôtre laïque, de la bonne tripe républicaine, vaguement socialiste ». A vingt ans, il gagne Paris où il fait tous les métiers, en mangeant plus qu'à son tour de la vache enragée. Il fait ses choux gras de tous les livres, journaux et revues abandonnés, en achète d'autres aux Puces ou sur les quais, remplit des cahiers entiers de réflexions sur ses lectures. Guéhenno, Paul Rivet s'intéressent à lui, le guident de leurs conseils, mais sans parvenir à le convaincre de renoncer à sa marginalité. Il fréquente les milieux anarchistes vers lesquels le pousse son tempérament de rebelle. Mais il milite aussi, par souci d'efficacité, dans une cellule du 20^e — râleur comme pas un, allergique à la récitation du « rosaire du Parti », mais toujours volontaire pour les distributions de tracts ou les collages d'affiches.

Cette appartenance au PC vaut à Mermoz d'être arrêté en décembre 1939 et envoyé en camp de concentration. Indifférent à la rigueur des conditions de détention, il ne voit qu'une chose : pouvoir — à raison de quatorze heures par jour — assouvir sa boulimie de lecture.

**

Un jour de décembre 1942 arrive Marcel Barbu, fondateur de la communauté Boimondau (Boitiers de montres du Dauphiné), à qui son refus de collaborer pour la « relève » avec les autorités de Vichy a valu un arrêté d'internement. Entre les deux hommes, pourtant idéologiquement aux antipodes, l'un chrétien, l'autre libertaire et matérialiste, l'amitié naît, d'emblée. Et c'est pourquoi lorsque Barbu libéré réussit à faire libérer Mermoz, celui-ci va le rejoindre à Valence.

Barbu confie à Mermoz la direction de la ferme-atelier de Mourras, à proximité du Vercors, où il

a réussi à déménager une partie de l'outillage de son usine de Valence occupée par les SS. Communauté de travail, Mourras devient en même temps le premier maquis de la Drôme, en liaison étroite avec les instructeurs militaires des « équipes volantes » d'Uriage — dont J.-M. Domenach faisait partie. Et lorsque Barbu est arrêté en avril 1944 et déporté en Allemagne, c'est Mermoz qui assume l'ensemble de ses responsabilités.

A la Libération, l'« usine au maquis » réintègre Valence. Mais quand Barbu revient en juin 1945, il prétend ne plus retrouver l'esprit de la communauté qu'il avait fondée. Il en incrimine Mermoz et quitte Boimondau à l'automne 1946.

**

La succession de Barbu est d'autant plus difficile à assumer que Boimondau n'est pas une simple coopérative ouvrière de production, mais une communauté de travail et même de vie. « Il ne s'agissait pas seulement d'une réforme de l'entreprise, mais d'une réforme du style de vie, de l'homme tout entier... ». Pour Barbu, elle ne constituait d'ailleurs que le premier élément d'une transformation de la société par le développement d'une hiérarchie de communautés de travail et de quartier, puis de ville, de province, aboutissant à une communauté nationale. Séduit par cette utopie, mais la jugeant irréalisable dans l'immédiat, Mermoz entendait du moins maintenir, au sein de Boimondau, l'esprit qui avait présidé à sa fondation.

Pour Barbu, la communauté n'avait vraiment de sens que si tous ses membres en comprenaient le mécanisme, les buts, les principes. Il fallait donc les initier à l'économie, à la sociologie, aux techniques du travail. Sur sa proposition, on avait donc décidé de rendre la culture obligatoire et de l'intégrer dans l'horaire du travail. Chacun devait en outre pratiquer une activité sociale de groupe : sport, théâtre, chorale, etc. Boimondau était donc devenu — l'habitat collectif en moins — une sorte de couvent laïque, du genre du Familistère de Guise, tel du moins que J.-B. Godin l'avait conçu à l'origine.

L'expérience avait bien démarré, tant en ce qui concernait l'enseignement que les loisirs collectifs. Mais peu à peu les ouvriers avaient souvent préféré rester à leur machine qu'aller aux cours et l'activité des groupes s'était étiolée (3).

Certes la télévision et la « bagnole » avaient joué leur rôle dans ce processus d'effritement. Mais aussi le fait que, si l'idéal communautaire peut susciter pendant un certain temps un climat d'exaltation, vient ensuite une réaction de rejet, inhérente peut-être à la nature humaine. Boimondau devenait progressivement une sorte de coquille vide.

(1) M. Mermoz : *L'autogestion, c'est pas de la tarte*, Editions du Seuil, 45 F.

(2) Gaston Guiraud avait été secrétaire général de l'Union des syndicats confédérés de la Seine, adhérente à la « vieille CGT » avant la réunification de 1936. *P'tite Gueule* est le titre de l'autobiographie pleine de verve qu'il publia en 1938, chez Fasquelle et qui constitue un très intéressant témoignage sur le mouvement syndical du début du siècle.

(3) Il en était allé de même en ce qui concernait l'« alternance des travaux ». C'était pour faire contrepoids à la monotonie du travail « en miettes » effectué sur les machines que la ferme de Mourras, dans le Vercors, avait été achetée. Le travail devait se répartir sur cinq semaines à l'usine et une semaine à la ferme. « Au début c'était l'enthousiasme, mais très vite les copains en ont eu marre. La terre est basse et le climat à cette altitude (1.000 mètres) est rude. »

Mermoz le réfractaire l'a fort bien senti. Rétrospectivement, il reconnaît avoir demandé un « effort surhumain » à ses camarades : « J'avais pris conscience de l'énormité du carcan qui pesait sur les copains avec mon terrorisme culturel. Ils étaient entre les mains d'un curé communautaire. »

Si le problème de la communauté de vie a constitué pour Boimondau une difficulté majeure, les problèmes de gestion n'étaient pas non plus faciles à résoudre.

Il fallait d'abord que l'entreprise fût compétitive. Mermoz devait réussir à lui donner, dans sa spécialité, le second rang français pour le nombre des ouvriers et le premier, assure-t-il, pour la qualité. Mais au prix de quels combats contre les firmes concurrentes ! « Nous mangeons dans la même auge et c'est le cochon qui a le groin le plus fort qui mange le plus !... Chaque fois qu'un concurrent tombait, je me frottais les paluches. »

Mais cette guerre au couteau exigeait parfois de durs sacrifices. En 1948, c'est pendant trois mois la « grande ceinture » à Boimondau. Plus de commandes, au moment où on vient de se mettre sur les reins un énorme achat de matériel ! Alors que les autres firmes licencient, Mermoz propose au Conseil de garder tout le personnel et de fabriquer « à bloc », pour pouvoir satisfaire immédiatement le marché au moment de la reprise. Ahurissement : mais qui paiera les ouvriers ? Alors Mermoz, sans sourciller : « Il est plus facile à cent trente types de trouver chacun vingt ou trente mille balles qu'à moi seul de trouver trois millions et demi pour faire la paye. Donc, on ne se paye pas pendant un mois. » Un mois malheureusement ne va pas suffire. Il va falloir tenir un second mois, puis un troisième. Mais Mermoz gagne son pari : à la reprise c'est la fortune. Une sacrée épreuve pourtant, on en vivra...

Ajoutez à cela les tracasseries d'un préfet qui s'obstine à voir dans le PDG de Boimondau un crypto-communiste — alors que le PC et la CGT considèrent la communauté « comme une diversion voulue par la bourgeoisie pour faire échec à la révolution » ! (4)

Par ailleurs, la complexité du système de rémunération était génératrice de discussions interminables. On faisait intervenir en effet non seulement la qualification professionnelle — avec une hiérarchie écrasée de 1 à 4 — et le résultat de la production en quantité et en qualité, mais aussi la qualité humaine du travailleur ! Pour la détermination du salaire, entraient en ligne de compte la situation familiale et des critères comme la tenue du ménage, le travail scolaire des enfants, la participation aux activités communes. Un vrai casse-tête chinois !

Il y avait aussi l'épineux problème de la démocratie. Considérant les assemblées générales comme « aliénantes », Barbu et Mermoz avaient préconisé la tenue de réunions préparatoires restreintes, car ce n'est qu'en petit groupe, estimaient-ils, que chacun peut vraiment s'exprimer sans contrainte. La communauté était divisée en dix, puis quinze et jusqu'à dix-sept groupes de quartier de six à huit

familles, nommant chacun un chef de groupe. Tous les mois le chef de communauté réunissait les chefs de groupe et discutait avec eux de tous les problèmes qui avaient été abordés dans les réunions de groupe. En ce qui concernait les assemblées générales, on avait écarté, les considérant comme des caricatures de démocratie, à la fois le vote à mains levées et le scrutin secret et adopté le principe de discussions se prolongeant jusqu'à ce que l'unanimité fût réalisée.

Représentant, de la sorte, le maximum de démocratie concevable, l'AG devait fixer les buts à atteindre en matière de production, de chiffre d'affaires, de politique commerciale, financière, technique, sociale, etc. C'est elle aussi qui élisait le président de communauté — à la différence des coopératives où le président est élu par le Conseil. Cette parole donnée à la base, c'était cela l'autogestion : « Tout le monde bavarde sur l'autogestion ; nous l'avons réalisée, et dans des conditions difficiles... »

Mermoz reconnaît néanmoins que le système s'était progressivement grippé : « C'est la même erreur que j'ai faite pour la culture. Les travailleurs s'en foutent... En cas de crise, les types disaient : « Ne nous emmerde pas avec ça, on t'a fait confiance, démerde-toi. » Refus du copain de t'aider, en te donnant son opinion par exemple. C'est embêtant, c'est fatigant, ça leur crée des problèmes ; ils sont à la fois patron et ouvrier. »

En tout état de cause, cet adversaire de la hiérarchie imposée considérait que l'élection conférerait au chef « le pouvoir le plus absolu » dans le cadre des objectifs proposés par l'AG, « le choix des méthodes, des hommes, des moyens ». Car « il doit être le bélier du troupeau, aller de l'avant et voir plus loin que les autres pour le bien commun... pour sauver cette personne vivante qu'est la communauté ».

Et à qui se permettait de contester ses décisions : « Tu m'as élu, je tiens la barre. Si tu es assez con pour voter pour moi la prochaine fois, c'est que tu l'auras bien voulu. Je tiens la barre et tu exécutes. » Et lui-même de commenter : « Un vrai fasciste. »

Mais ce qui faisait sa force, aux yeux de ses camarades, c'était son désintéressement, le fait qu'il avait « le train de vie d'un ouvrier... pas de bagnole, un appartement minable... rien que des livres ».

Boimondau a succombé en 1972, après trente ans d'existence. « Boimondau s'est laissé mourir... Une des raisons du suicide de la communauté était son vieillissement humain. Les hommes en place ont fini par se scléroser et s'assoupir ».

Mermoz n'en conclut pas pour autant au caractère inévitable d'un semblable destin pour les entreprises similaires. Il estime au contraire que beaucoup de petites et moyennes entreprises pourraient se transformer en communautés de travail. Et même de plus importantes, à l'exemple de l'Association des ouvriers en instruments de précision, fabriquant depuis un demi-siècle, avec ses 2.500

(4) La position des militants communistes de Boimondau était par contre absolument différente : « Ils avaient le sentiment qu'ils vivaient vraiment une expérience communiste... Ils me défendaient, ils empêchaient vraiment le Parti de déconner sur notre compte... Ils étaient nos témoins, c'étaient des camarades, des communautaires. »

ouvriers, des centraux téléphoniques et des compas de marine. Il cite aussi l'expérience de Bata, dans la Tchécoslovaquie d'avant-guerre. Il pense qu'un gouvernement socialiste ayant l'autogestion à son programme pourrait en faire l'essai dans les groupes nationalisés.

Mais son récit nous montre que l'autogestion,

dont on a un peu tendance à parler à tort et à travers, est une entreprise particulièrement difficile, pour une multitude de raisons tenant à la fois aux circonstances et aux hommes. Pour reprendre le titre percutant de son livre : l'autogestion, c'est pas de la tarte !

Y. DELAUNAY.

A TRAVERS LES LIVRES

Emilio GUARNASCHELLI : *Une petite pierre*. L'exil, la déportation et la mort d'un ouvrier communiste italien en URSS, 1933-1939. Lettres réunies par Nella Masutti. Préface de Jean Maitron. Collection « *Actes et mémoires du peuple* ». Editions Maspéro.

Quoi ? Encore un livre de dissident ! On commence à être lassé. Il y a les dissidents qui restent marxistes, ceux qui ne le sont plus, ceux qui ne l'ont jamais été. On croit tout savoir sur les crimes du fameux père des peuples et de ses héritiers. Jusqu'aux staliniens ou néo-staliniens d'aujourd'hui qui nous expliquent que jamais, eux, ils n'auraient fait la moindre misère à Trotsky.

Eh bien, malgré tout cela, la petite pierre de Emilio Guarnaschelli nous touche en plein front.

Emilio est un ouvrier communiste italien, enthousiaste comme on peut l'être à 22 ans et qu'on arrive à Moscou en 1933 persuadé que le socialisme est en train de se construire sous la meilleure direction possible. Il est convaincu que « le peuple est plus qu'heureux » de se sacrifier pour la bonne cause. C'est vrai que lui, Emilio, il se sacrifie, il supporte toutes les privations et les brimades, il veut conserver la foi. Les épreuves finissent pourtant par l'éclairer, provoquées sans doute par les méfiances qui empoisonnent le groupe des Italiens émigrés. Vient 1934, la grande purge. Les « étrangers » font partie des premières victimes. Emilio est arrêté, il ne comprend pas pourquoi. Il est condamné à trois ans d'exil au nord d'Arkangelsk. Dès avant la fin de cette épreuve redoutable, — le froid, la faim, l'isolement même si l'amie Nella vient partager ses souffrances —, nouvelle arrestation et condamnation à cinq ans de camp de concentration : le silence définitif.

Nous suivons ce destin tragique et l'évolution d'une conscience grâce aux lettres écrites par Emilio à son frère Mario resté en Italie. Pas de littérature, le témoignage direct, vivant, d'un homme de caractère fier et libre. Aidé, sauvé par l'amour de la jeune Nella Masutti qui n'hésita pas, à 17 ans, à partir vers le grand nord pour rejoindre l'exilé. Quelques lettres d'elle complètent le récit quand Emilio, en prison, ne peut plus écrire. L'épilogue : Nella, réfugiée en Turquie, apprend en 1942 par l'ambassade de l'URSS à Ankara le décès d'Emilio, le 14 avril 1939 à Kazan. Est-ce la vérité ? Pourquoi Kazan ? Pourquoi cette annonce en 1942 d'un décès survenu trois ans plus tôt ?

Une chose est certaine : Emilio avait toutes les qualités requises pour être écrasé par le rouleau compresseur stalinien.

Son témoignage nous touche par son authenticité,

sa lucidité. Bien antérieur aux récits que nous lisons en 1979, il date de l'époque où *La Révolution Proletarienne* publiait le livre d'Yvon. Surtout, comment n'être pas sensible au déroulement tragique de cette histoire : être ouvrier italien antifasciste, coincé entre les méfiances des émigrés, les suspensions absurdes du Guépéou et la grande misère de la révolution trahie. Seules lueurs pour le jeune exilé, l'amour et le dévouement de Nella, la confiance fraternelle de Mario.

Jean Maitron qui a rencontré Emilio à Moscou en 1933, qui a partagé son enthousiasme juvénile, qui l'a aidé à correspondre avec son frère a été le premier ému par ce destin tragique. Cependant, il ne veut pas désespérer. Emilio, une petite pierre... Oui, un de ces petits cailloux qui permettront aux petits poucets des révolutions à venir de retrouver leur chemin vers la liberté.

Gilbert WALUSINSKI.

A lire ou à relire, l'ouvrage de Robert LOUZON :

LA CHINE

Ses trois millénaires d'histoire
Ses cinquante ans de révolution

15 F franco aux EDITIONS SYNDICALISTES, C.C.P. 21764-88 Paris.

Voici une appréciation d'un lecteur de Belgique, Ch. Paron :

« L'ouvrage est remarquable par sa concision et surtout par l'approche politique de Louzon, et malgré une lacune çà et là ou une vue non partagée. Je le donne à des amis qui connaissent relativement bien la Chine, mais dont les bibliothèques ne contiennent pas de petit bouquin aussi nourri politiquement. »

RECTIFICATIF

Dans l'article de notre camarade N. Faucier, paru dans notre dernier numéro sous le titre « *Sur la violence en question* », plusieurs mots et même des lambeaux de phrases — reproduits ci-dessous en italique — ont été oubliés, rendant certains passages incompréhensibles. A rétablir comme suit :

Page 3, 2^e colonne, lire à la 7^e ligne : « ...celui du maire de Denain concordent pour affirmer... ».

Plus bas, la 48^e ligne a sauté ; lire après « une certaine forme de concertation sur le plan de restructuration de la sidérurgie sorti du cerveau... ».

Enfin, page 4, 1^{re} colonne, à la 40^e ligne, lire : « le cas échéant, pour défendre les potentats locaux... ».

**

Le numéro de CCP des EDITIONS SYNDICALISTES a été, par deux fois, inexactement indiqué. Notez-le sous son numéro exact : 21 764.88 D PARIS.

PROPOS D'UN FRANC-TIREUR

Assouplissement, pas assujétissement

Je me suis fait étriller de belle manière par le camarade Max Roux dans la dernière RP.

Tout d'abord, j'aurais méconnu, selon lui, l'aspect le plus important de la charte d'Amiens : « son aspiration à une véritable politique originale de transformation sociale que ne traduisaient pas les partis politiques de gauche, notamment par leur mutisme sur la suppression du patronat et du salariat » (1). Nullement. Je considère au contraire, comme Max Roux, que c'est cet objectif, par lequel la CGT renouait, peut-être à son insu, avec l'éphémère grande Trades Union d'Owen, qui confère à la charte d'Amiens son importance historique. Ne retenir de ce texte que le refus de tout lien avec les partis politiques et les sectes, c'est, écrivait Monatte en 1956, « en fausser l'esprit ». Mais je dois dire à ma décharge, que mon propos, strictement limité, était d'intervenir dans le débat entre Divet et Lamizet : l'évocation des discordes internes du PS avait-elle sa place ou non dans la RP ?

Hélas ! J'ai eu le malheur de parler de formulation trop rigoureuse (2) et de dire que la nécessité d'un assouplissement était apparue assez vite — dès avant 1914. Mais pour Max Roux, l'assouplissement c'est le doigt mis dans l'engrenage de la subordination du syndicat au parti et je me suis fait accuser d'être l'avocat de cette évolution. Mon évocation « idyllique » — pourquoi idyllique ? — des tiraillements au sein du PS et du PCF aurait eu pour but de convaincre les syndicalistes de leur « erreur » à ne pas se prêter aux jeux politiques.

Je pense qu'une lecture plus sereine de mon papier aurait empêché notre camarade de s'emballer de la sorte. Je ne confonds pas assouplissement et assujétissement. Je pensais m'être expliqué de façon assez claire sur la conception guesdiste pour n'être pas suspect d'y être favorable. Ce sont les adversaires et non les partisans de la subordination du syndicalisme qui emploient l'expression « courroie de transmission ».

D'autre part, les deux exemples que j'avais choisis pour illustrer cet assouplissement ne me semblaient pas prêter à équivoque.

C'est en effet dans le plus grand respect réciproque de l'indépendance des deux organisations que la CGT et le parti socialiste SFIO avaient développé leur action contre la guerre. L'attitude guesdiste de « mépris du syndicat regardé comme une organisation inférieure » — Monatte dixit — restait minoritaire au sein du parti unifié. Grâce à Jaurès et au vieux Vaillant qui, au temps de la Commune, avait préféré le compagnonnage des Internationaux à celui des blanquistes, le guesdisme avait été battu en brèche. Jaurès et Vaillant auraient même presque pu se faire accuser de mettre le socialisme à la remorque du syndicalisme révolutionnaire. Pendant quatre ans en effet, ils se battirent pour faire adopter, nommément, tant par le parti français que par les autres partis de l'Internationale, comme moyen de lutte particulièrement efficace contre la guerre, la grève générale ouvrière préconisée par la CGT au congrès de Marseille en 1908.

Quant à la présence de Merrheim à Zimmerwald, elle ne lui avait été dictée que par sa conscience, par sa fidélité à l'internationalisme prolétarien. Jaurès mort, les dirigeants socialistes s'étaient unanimement rués à l'Union sacrée — même Vaillant ! A l'été 1915, la minorité modérée que, par la suite, on allait baptiser « longuettiste », n'en était encore qu'à ses premiers pas. Et Merrheim avait eu bien du mal à se trouver un compagnon, en l'occurrence le vieux Bourderon, secrétaire de la fédération syndicale du Tonneau, mais sur le plan socialiste simple militant de base...

C'est volontairement que je m'en étais tenu à ces exemples. Car la guerre d'abord, la révolution russe ensuite allaient faire dégénérer l'assouplissement en subordination.

En se ralliant à l'Union sacrée, au début d'août 1914, Jouhaux avait embarqué la CGT dans un « millerandisme » bien pire que celui du début du siècle. Malgré ses références constantes à la Charte d'Amiens, l'aile réformiste du syndicalisme français est demeurée engluée dans cette orientation.

Quant à l'aile révolutionnaire qui, sous l'impulsion de Monatte et de ses amis, s'était ralliée à la révolution russe, elle allait, avec la dégénérescence de celle-ci, sombrer dans un asservissement dont elle est loin encore d'être dégagée.

Le mérite de la RP depuis sa fondation a été de dénoncer cette double abdication et de prêcher sans relâche le retour à un syndicalisme authentique. Elle a longtemps clamé dans le désert. Mais aujourd'hui les yeux, semble-t-il, commencent à se déssiller. Une nouvelle génération cherche sa voie, que rebute à la fois le vieux réformisme et le post-stalinisme. La CFDT est sans doute, parmi les centrales ouvrières françaises, celle qui, globalement, reflète le mieux ces aspirations.

Que Max Roux soit donc sans crainte ! Le coup de projecteur que j'ai cru devoir donner sur la vie interne du PS et du PCF est bien loin de signifier que je préconise un quelconque alignement de l'action syndicale sur la stratégie des partis.

Et lorsqu'il exalte les vertus de l'action directe, il prêche un converti. Je la considère en effet comme un facteur majeur d'accélération de l'Histoire. Un exemple entre mille : celui de la législation sociale du gouvernement Léon Blum. Elle doit bien sûr infiniment plus au grand mouvement de grèves de mai-juin 1936 qu'au programme du Rassemblement populaire signé le 12 janvier précédent — qui ne prévoyait ni les quarante heures ni les congés payés !

(1) Le mutisme, à ce sujet, du parti radical n'avait rien d'étonnant, puisqu'il était l'expression politique des classes moyennes. Le parti socialiste, par contre, se prétendait « un parti de classe, qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en société collectiviste ou communiste » (charte du 25 avril 1905). Mais on conçoit que la CGT ait considéré comme trop floue cette formulation et que, « pour ne pas permettre à la classe ouvrière d'être roulée », comme a dit Monatte, elle ait affirmé sa volonté de procéder, elle-même, à cette transformation sociale.

(2) Ce paragraphe de la charte d'Amiens a fait l'objet de multiples exégèses. Puis-je rappeler celle de Guilloché dans la RP de février 1968 ? « Elle refusait de « se préoccuper », mais elle reconnaissait qu'il y avait des partis qui s'occupaient, eux aussi, de la transformation sociale. Implicitement elle les distinguait des partis conservateurs ».

Je considère néanmoins que l'existence d'une majorité de Front populaire a constitué un facteur favorable au vote de ces mesures. Une majorité de droite aurait été sans doute plus réticente à entériner les revendications ouvrières. Que l'on compare le bilan législatif de 1936 et celui de 1968 !

Mitterrand et Mendès

Vraiment Lamizet n'a pas Mitterrand en odeur de sainteté — c'est le moins qu'on puisse dire.

Certes, je comprends que la déclaration de celui-ci devant l'Assemblée nationale, au lendemain de l'insurrection des Aurès, lui soit restée en travers de la gorge. Mais le chef du gouvernement où Mitterrand détenait le ministère de l'Intérieur, était, que je sache, Mendès-France pour lequel Lamizet semble éprouver une estime qui se conçoit parfaitement.

Or j'ai eu la curiosité de me reporter à un compte rendu du débat parlementaire du 12 novembre 1954, au cours duquel Mitterrand avait tenu les propos rapportés par Lamizet (3). Mendès-France y avait pris lui aussi la parole, et voici ce qu'il avait dit : « Devant une épreuve provoquée par la volonté criminelle de quelques hommes, épreuve inutile et d'une stupidité aveugle, la Nation doit s'affirmer une et solidaire... La répression doit être limitée, frapper seulement les vrais coupables, mais être sans faiblesse, car elle est sans injustice... Qu'on n'attende de nous aucun ménagement à l'égard de la sédition, aucun compromis avec elle. On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la Nation et l'intégrité de la République... Entre elle [la population algérienne] et la métropole, il n'est pas de sécession concevable... Jamais la France, jamais aucun Parlement, jamais aucun gouvernement ne cédera sur ce principe fondamental. »

Savourons, en passant, l'inépuisable ironie de l'Histoire. A son ministre Rouher qui, en 1867, avait claironné que jamais l'Italie ne s'emparerait de Rome, Napoléon III avait déjà répondu : « En politique, il ne faut pas dire : jamais. »

Mais revenons à nos moutons. Rappelons-nous le contexte politique de cet automne 1954. Avec un indéniable courage, Mendès-France avait, au mois de juillet précédent, mis un terme à la première guerre d'Indochine et amorcé le processus de décolonisation de la Tunisie. Pour lors, au prix de mille difficultés, il s'ingéniait à trouver une solution de remplacement à la CED. Moins de trois mois plus tard, le 5 février 1955, il allait être renversé par la coalition déchaînée de ses adversaires de tout poil.

Que dirait Lamizet de Mitterrand si, en novembre 1954, il avait démissionné du gouvernement Mendès-France, comme il avait, au début de septembre 1953, démissionné du gouvernement Laniel, pour protester contre la destitution du sultan Mohamed V — le père de l'actuel roi du Maroc — et contre son remplacement par le sultan fantoche Ben Arafa ?

Ce n'est peut-être pas un hasard si le destin des deux hommes a été, depuis lors, assez étroitement solidaire. Tous deux se sont opposés, le 1^{er} juin 1958, à l'investiture de de Gaulle, lui reprochant « d'avoir pour compagnons le coup de force et la

sédition ». Et, à la fin de mai 1968, à un moment où on put avoir l'illusion que le régime gaulliste allait basculer, ils se déclaraient prêts à assumer, conjointement, le cas échéant, la responsabilité du pouvoir...

Je souhaite que cette mise au point ne soit pas interprétée de façon abusive. Je ne l'ai faite que parce que j'ai eu l'impression que Lamizet tirait un peu trop fort « sur le pianiste ». Ça ne va pas chercher plus loin !

Je ne me sens pas plus « mitterrandiste » que « rocardiste ». J'ai l'impression qu'un certain nombre de camarades auraient tendance, comme Lamizet, à faire un peu plus de crédit à Rocard qu'à Mitterrand. Dans la mesure sans doute où, entre les deux « cultures » du socialisme français, la culture jacobine, centralisatrice et marxiste d'une part et de l'autre la culture décentralisatrice, autogestionnaire et libertaire, il affirme son appartenance à la seconde. Sans vouloir mettre en doute son honnêteté, j'incline à la prudence. Les exemples ne manquent pas de libertaires — sans doute d'ailleurs n'étaient-ils que des pseudo-libertaires — que le pouvoir a transformés en autoritaires de la plus belle eau... Je n'approuve pas, pour autant, la façon dont, pour se maintenir à la tête de son parti, Mitterrand a cru pouvoir mettre sous le boisseau le lourd contentieux qui l'opposait au CERES.

Il est indubitable que les rivalités de personnes ont, en l'occurrence, éclipsé les oppositions doctrinales. Rocard a eu la maladresse de dévoiler prématurément ses ambitions. D'où la contre-offensive imputoyablement menée contre lui. Mauroy, le seul véritable unitaire semble-t-il, a vainement cherché à l'enrayer et, du coup, s'est trouvé englobé dans la défaite de Rocard.

A beaucoup de militants de base ou de sympathisants, le congrès de Metz a dû certainement laisser un goût de cendre. Dans un éditorial du *Nouvel Observateur*, Jean Daniel s'est fait l'interprète de leur malaise : « Il y a tant à faire, il y a si peu d'hommes, l'espoir est si mince, l'espace si précieux... ».

S'ils veulent conserver à leur parti, au sein de la gauche, cet espace qu'il a eu tant de mal à reconquérir, les dirigeants socialistes ont sans doute intérêt à ne pas trop se complaire dans leurs « jeux de princes ». Sinon leurs militants et leurs électeurs pourraient bien se lasser.

Et, bien qu'ils soient sans illusions sur le « politique », certains d'entre nous ne pourraient s'empêcher de penser que ce reflux — qu'il se produise au profit du PCF ou de la droite et peut-être des deux à la fois — représenterait, malgré tout, quelque chose de regrettable.

Nucléaire : de l'exemple américain au projet « Espérance »

Le dramatique accident survenu le 28 mars à la centrale américaine de Three Mile Island nous a rappelé quel danger l'énergie nucléaire, même lorsqu'on la prétend destinée à des fins pacifiques, fait courir à l'humanité.

Je suis heureux que, par la plume d'Yvette Grilo et de Michel Descarsin, la RP d'avril ait participé de façon aussi vigoureuse à la dénonciation du péril — que Pierre Aubéry évoque de son côté dans sa *Lettre d'Amérique*.

(3) Je me suis reporté non au *JO* mais au *Monde* du 14-15 novembre 1954. Les propos rapportés par Lamizet l'ont été sans doute de mémoire. Ils correspondent à l'esprit de la déclaration de Mitterrand, mais n'en constituent pas la lettre absolument exacte.

Certains de nos camarades n'apparaissent pas — pas encore ? — pleinement convaincus du bien-fondé de notre attitude. Dans la RP de mars, Roger Hagnauer nous exposait ses incertitudes. Descarsin l'a rudement accroché dans son article d'avril. Je suppose qu'Hagnauer ne sera pas sans lui répondre.

Pour Descarsin, le problème de l'énergie nucléaire est susceptible de provoquer une scission du mouvement ouvrier. En rédigeant son article, sans doute était-il encore sous le coup de l'âpreté de la controverse qui, le 7 avril, s'était élevée à la réunion mensuelle de la RP. Il est vraisemblable, au demeurant, qu'un peu partout, dans les syndicats et les partis, de tels affrontements se produisent. Ils ne pourront que se multiplier et se durcir, dans la mesure où grandira la prise de conscience du danger — à la suite, hélas ! de quelles nouvelles et tragiques alertes ?

Il n'est pas impensable en effet que, au sein de chaque centrale syndicale un clivage apparaisse entre partisans et adversaires du nucléaire — analogue à celui qui avait pu se produire sur le problème de la paix et de la guerre, tant au cours de la première guerre mondiale qu'à la veille de la seconde ou à l'époque de la guerre froide.

Mais je veux espérer que chacun n'a pas encore définitivement choisi son camp. En 1914, le partage entre « majoritaires » et « minoritaires » n'était pas intervenu d'emblée de façon absolument irréversible. Je pense notamment à la petite mais ardente Fédération des syndicats d'instituteurs qui fut, avec la Fédération des métaux de Merrheim, à la pointe de la lutte contre la guerre. Si certains de ses militants, les Bouët et les Mayoux entre autres, s'étaient dressés immédiatement contre l'Union sacrée, un certain nombre d'autres avaient été assez longtemps hésitants. Parmi eux, Hélène Brion et Fernand Loriot ne se rallièrent qu'en août 1915 à la ligne pacifiste de la majorité de leur fédération ; mais ils devaient lui rester, malgré les persécutions, inébranlablement fidèles. C'est pourquoi je ne désespère pas de voir certains camarades, qui doutent encore, nous rejoindre un jour prochain dans notre combat. « Être révolutionnaire aujourd'hui, c'est avoir tout simplement l'instinct de conservation », écrivaient récemment nos camarades de *Lutte ouvrière*. La formule m'a un peu surpris de leur part, mais elle n'est pas pour me déplaire.

Sur les modalités pratiques de la lutte anti-nucléaire aux Etats-Unis, la *Lettre d'Amérique* nous apporte une information pleine d'intérêt. Dans le pullulement des groupes de pression méthodiquement organisés pour tenter d'apporter une solution à tel ou tel problème précis et très délimité, les groupes de défense de l'environnement apparaissent particulièrement actifs. Et notamment l'*Environmental Defense Fund*, avec ses 46.000 membres. P. Aubéry a tout à fait raison de nous donner en exemple cette forme américaine de démocratie directe.

Bien loin d'être d'ailleurs un phénomène récent, elle plonge de très profondes racines dans le passé américain. Au siècle dernier, sa vitalité avait déjà frappé Tocqueville. En 1927, André Siegfried la signalait de nouveau comme un trait spécifique de la vie politique américaine : « Nulle part au monde les associations, quel que soit leur but... ne sont aussi puissantes... ne disposent de tant de bonnes

volontés, de tant de dévouements, de tant d'argent. C'est à leur équipement incomparable, à leur action omniprésente et multiforme, que la collectivité doit de prendre souvent d'elle-même une conscience propre, s'exprimant en programmes de réformes pratiques et précis. » Et il notait le contraste entre l'intensité de ce civisme sur le plan local et le désintérêt concernant la vie politique au niveau fédéral, malgré l'énorme battage des candidats : une participation de 50 % seulement des électeurs potentiels aux élections présidentielles — ce pourcentage restant valable aujourd'hui.

Que voilà donc un bel exemple d'action directe à suivre, pour tous ceux qui sont las de la comédie politique ! En France même, il est vrai, nous pourrions en trouver déjà des ébauches. Avec, par exemple, la remarquable organisation des écologistes alsaciens, à laquelle un article déjà ancien du *Nouvel Observateur* (16 janvier 1978) avait été consacré. Avec également les groupes « Espérance » fondés depuis 1976, à la suite d'un appel lancé par Roger Garaudy.

Voici précisément que, dans trois numéros tout récents du *Monde* (4, 5 et 6/7 mai), Garaudy et ces groupes ont entendu « ouvrir sur le programme nucléaire le grand débat national refusé aux Français depuis cinq ans ». Quelles que soient les préventions que certains peuvent nourrir encore contre Garaudy, il faut, je crois, lire ces *Onze thèses sur l'énergie, l'inflation et l'emploi*. Chiffres à l'appui, Garaudy y dénonce la « monarchie du nucléaire » et le « gaspillage institutionnel ». Si la France ne change pas de cap, le 4 mars 1974 — date de lancement du programme nucléaire « démentiel » dicté par les groupes Empain-Schneider, PUK, Saint-Gobain et Alstom — apparaîtra comme « la date la plus néfaste » de son histoire. Aussi préconise-t-il la rédaction dans les trois mois à venir et la réalisation en cinq ans d'un plan concret d'action destiné à promouvoir une « nouvelle et saine croissance ». Les syndicats ouvriers et les comités de quartiers, de villages, d'entreprises, etc., auxquels il demande de le soutenir, entendront-ils son cri d'alarme ?

Pourtant le choix est clair : « Par l'épuisement des énergies non renouvelables, par la pollution nucléaire menaçant l'avenir génétique de l'espèce humaine, par les risques d'accidents aux proportions apocalyptiques, par la pollution politique d'un totalitarisme technocratique ou d'un « électro-fascisme », par le choix nucléaire, nous laisserons à nos enfants un monde invivable... Choisir le nucléaire, c'est assassiner nos petits-enfants ».

SANTEUIL.

« Pour être efficaces dans une société capitaliste, les syndicats devraient poursuivre parallèlement deux séries d'objectifs : des objectifs réformistes réalisables à court terme (amélioration du niveau de vie, des conditions de travail, de la sécurité sociale...) et des objectifs à plus long terme qui ne sont pas pleinement réalisables dans l'actuel rapport de forces, mais qui sont parfaitement imaginables comme alternative sociale et dont certains aspects peuvent être concrétisés dès maintenant. Par exemple l'autogestion... »

CHOMSKY.

(professeur et savant linguiste des U.S.A.)

LETTRE D'AMÉRIQUE

Dans sa *Critique de l'économie politique*, Karl Marx a formulé un principe essentiel dont la valeur explicative se vérifie tous les jours. Il écrivait en effet ceci : « Le mode de production de la vie matérielle détermine de façon générale le procès social, politique et intellectuel de la vie. Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son existence, mais son existence sociale qui détermine sa conscience. » Aujourd'hui, plus que jamais, cette réflexion de Marx peut nous aider à mieux analyser et à mieux comprendre ce qui se passe sous nos yeux et l'étroite dépendance de l'évolution de l'opinion à l'égard de l'évolution des formes modernes de production d'énergie.

Depuis l'accident qui s'est produit à la centrale nucléaire proche de Harrisburg en Pennsylvanie, on a vu se multiplier aux Etats-Unis les commentaires et les articles mettant en question « le mode de production de la vie matérielle ». Ce mode de production industriel, gros consommateur d'énergie et de ressources naturelles, s'appuyant sur la science et la technologie, a vu ses dangers révélés d'une façon dramatique lorsqu'on se demandait si le réacteur de Three Mile Island n'allait pas entrer dans une fusion incontrôlable ou même exploser, répandant ainsi dans l'atmosphère des particules radioactives susceptibles de contaminer et de rendre inhabitable un territoire de 500 à 800 kilomètres de rayon autour de l'usine pendant plusieurs centaines d'années.

Ralph Nader, l'avocat des consommateurs déclarait récemment qu'il y avait les plus grandes chances qu'il se produise un accident nucléaire catastrophique au cours d'une période d'exploitation de dix ans des centrales nucléaires. C'est là une prévision des plus vraisemblables et sans doute très modérée lorsqu'on sait, comme le rappelle, au cours d'une manifestation antinucléaire tenue à New York en avril, un professeur de physique de l'université de la ville de New York, qu'il se produit environ huit cents « accidents » souvent peu importants d'ailleurs, chaque année dans les centrales nucléaires. Ce même professeur rapportait qu'on venait d'apprendre qu'au moins quatre accidents d'une gravité comparable à celui de la centrale de Three Mile Island s'étaient déjà produits et n'avaient pas été rendus publics. En 1961 une explosion et une fusion partielle du réacteur SL-I près de Idaho Falls avaient tué trois ouvriers. En 1966 le réacteur FERMI I installé près de Détroit au Michigan avait commencé à fondre et la situation n'avait été redressée que quelques minutes avant que ne se produise une explosion d'une puissance comparable à celle de vingt tonnes de tolite ou TNT. Ce dernier incident a été rapporté en détail dans un livre de John Fuller intitulé *Nous avons failli perdre Detroit (We Almost Lost Detroit)*, Ballantine Book, New York.

L'accident nucléaire n'est que l'aspect le plus spectaculaire du genre de risque que le système de production industriel fait courir à l'humanité. Le caractère irréversible à l'échelle d'une vie humaine de la pollution nucléaire et son effet cumulatif, même s'il s'agit de radiations de faible intensité doit nous faire réfléchir. D'autant plus qu'il s'y ajoute une pollution du milieu par les industries chimiques

moins destructrice mais certainement beaucoup plus répandue dans nos villes, nos villages, nos rivières et nos lacs.

Pour la première fois depuis que j'habite les Etats-Unis j'ai pu lire des articles et entendre des commentaires, émanant de gens qu'on ne saurait considérer en aucune façon comme des extrémistes ou même des « socialistes » mettre explicitement en cause le système capitaliste, ses motivations et la rationalité de ses orientations. En effet les communiqués publiés au cours de la récente crise nucléaire par la compagnie privée qui contrôle la production et la commercialisation de l'énergie électrique à Three Mile Island et ceux que la commission gouvernementale de contrôle de l'énergie nucléaire a rendus publics, soulignaient, aux yeux des gens les moins prévenus, la mauvaise foi et l'incompétence des « autorités ».

Leur mauvaise foi se manifestait notamment par la minimisation systématique et parfois contradictoire de la gravité de l'accident et des risques courus par la population. Pour sauver la face les autorités refusèrent d'ordonner une évacuation générale des plus proches voisins de l'usine. Ce qui d'ailleurs n'empêcha pas un nombre considérable de personnes de s'éloigner des lieux les plus menacés, paralysant par leur absence le fonctionnement de bien des services publics tels que foyers de vieillards et hôpitaux. De plus le porte-parole de la compagnie n'a pas hésité à dire que le souci primordial de la direction était de sauvegarder l'entreprise, de maintenir la valeur de l'investissement, même s'il fallait pour cela laisser s'échapper dans l'atmosphère des vapeurs radioactives, des eaux contaminées ou exposer la vie même des travailleurs de l'usine.

L'incompétence relative des ingénieurs qui ont conçu l'usine (dans son extraordinaire complexité) et de ceux qui sont chargés de son fonctionnement, de son entretien et de sa sécurité, a également éclaté à tous les yeux lorsqu'ils ont dû reconnaître que tout avait été prévu, sauf ce qui s'est effectivement produit, un début de fusion, une panne et un mauvais fonctionnement des systèmes de refroidissement et, plus grave encore, la formation d'une bulle d'hydrogène créant un risque d'explosion jamais envisagé.

A la suite de tout cela j'ai entendu dire et j'ai vu écrire par des Américains qu'on scandaliserait sans doute si on leur disait qu'ils sont des marxistes qui s'ignorent, « l'ennemi est dans notre propre pays ». En effet ce qui menace effectivement la vie du peuple ce n'est pas quelque impérialisme étranger mais bien l'appétit de profit, les paris dangereux et l'irresponsabilité des grandes compagnies, soutenues, subventionnées, encouragées par le gouvernement qui prétend les contrôler. Il devient de plus en plus évident qu'un système basé sur la concentration industrielle, des technologies de plus en plus coûteuses et d'un maniement de plus en plus délicat, un système guidé uniquement par la recherche du profit maximum dans le cadre d'un marché plus ou moins réglementé, où règne la concurrence, mène le monde à la catastrophe. Mais ce qui en convainc un nombre de gens de plus en plus considérable ce n'est ni Marx, ni le marxisme, ni même les intellectuels et les hommes politiques qui s'en réclament,

mais bien les catastrophes collectives et privées (sous forme de cancers incurables, de malformations congénitales, etc.) engendrées par le mode actuel de la production de la vie matérielle. Mode de production qui met en branle les décisions et les actes de milliers d'individus dont on ne saurait plus prétendre qu'elles puissent se dérouler et s'harmoniser avec la rigueur d'une théorie scientifique qui ne souffrirait pas d'exception.

Aux Etats-Unis il y a une grande variété de moyens de communication de masse qui permettent de diffuser largement l'information. La presse, les organisations d'étudiants, les syndicats n'hésitent pas à poser des questions très directes, à critiquer les pratiques du système et de ses représentants sinon la théorie. Le 6 mai, une marche sur Washington a eu lieu et les organisateurs se sont très vite assurés de prestigieux concours. Je me demande parfois s'il en est de même en France et si, par exemple, tous les lecteurs de la RP ont pu voir projeter le film hallucinant qu'on a présenté ici à Buffalo, sur l'usine de récupération et de transformation des déchets nucléaires de La Hague à l'extrême pointe du Cotentin. Il y avait une entreprise similaire près de

Buffalo mais elle a été fermée, depuis plusieurs années déjà, car son exploitation s'était révélée trop dangereuse pour ses employés et la région tout entière. Il semble que l'industrie et le gouvernement en France n'ont pas de tels scrupules ni de tels soucis. L'usine de La Hague fonctionne comme la poubelle nucléaire de l'Europe et demain peut-être du monde entier car la France est l'un des rares pays où les classes dirigeantes peuvent impunément faire courir à la population des risques dont personne ne mesure actuellement l'étendue et la gravité.

Il y a longtemps que nous savons, comme François Mauriac nous l'avait rappelé, que nous avons en France la bourgeoisie la plus bête du monde. Sa bêtise, plus dangereuse encore que son égoïsme, est telle qu'elle s'est lancée dans des programmes de développement militaire, énergétique et industriel aux conséquences desquels elle ne pourra pas plus échapper que le reste de la population. Comme il arrive souvent aux classes dirigeantes en pleine décadence, notre bourgeoisie devient suicidaire. Il serait grand temps de la réduire à l'impuissance.

Pierre AUBERY.

CHRONIQUE ANTICLÉRICALE : LES TÉNÉBRES ET LA LUMIÈRE

Le laïque est par nature un humaniste. Et un révolutionnaire. Il sait, selon la phrase admirable de Georges Lapierre, secrétaire général du Syndicat National des Instituteurs, mort en déportation, que « le progrès est à l'échelle de l'Histoire ». Ses déceptions, ses impatiences, les années passant, ne se transforment pas en goût du pouvoir, mais laissent entière son aspiration juvénile à la fraternité.

Deux livres, « *H... comme Hersant* » de Dominique Pons (Editions Alain Moreau, 3 bis, quai aux Fleurs, 75004 Paris) et « *Eugène Varlin* » (pratique militante et écrits d'un ouvrier communard présenté par Paule Lejeune, « Petite collection », Maspéro), illustrent, au-delà du temps qui sépare les deux hommes, deux itinéraires.

Il était une fois, à Rouen, au temps du Front populaire, un jeune homme de 16 ans, intelligent et sympathique. La bourgeoisie de sa ville, comme celle, d'ailleurs, de jadis, de naguère et de maintenant, n'aime guère les Rouges. Lui se range du côté des pauvres et adhère aux jeunes socialistes. C'est le même Robert Hersant qui, quatre ans plus tard, pousse la porte de l'hebdomadaire « *La Gerbe* », au deuxième étage d'un immeuble de la rue Chauchat à Paris pour déclarer au rédacteur en chef — dont les sympathies sont nationales-socialistes — : « Je viens me mettre au service du Maréchal. » Un Français sur cinq actuellement lit un journal Hersant. Comment devient-on propriétaire du premier groupe national de presse ? Et plus, un symbole de la droite dite libérale ? L'excellent dossier de Dominique Pons s'efforce de répondre à ces deux questions sans manichéisme mais seulement en exposant les faits. C'est de l'ouvrage bien fait et l'interview de l'intéressé (qui clôt le livre) à lui seul mérite... le

déplacement : Hersant — ou l'homme qui ne fait confiance à personne — est condamné à vivre de la confiance des autres jusqu'au jour où ils s'éveilleront.

Eugène Varlin — mais dans l'autre sens, celui qui emprunte les chemins qui montent — va aussi au bout de lui-même. Fils de paysans pauvres, socialiste proudhonien, franc-maçon, coopérateur, toute sa vie est un exemple. Selon le mot de Lissagaray, le héros qui meurt en 1871, dans la rue des Rosiers à Montmartre, « est tout aux ouvriers ».

S'il avait survécu, sans doute le mouvement social aurait pris un autre sens à cause même de cette fermeté de caractère excluant à la fois intolérance et lâcheté qui caractérisait l'une des grandes figures ouvrières de la Commune.

Merci à Paule Lejeune d'avoir écrit ce livre désormais indispensable à tout militant de la « révolution prolétarienne ». Son étude montre à la fois le chemin parcouru et les longs efforts que doivent accomplir ceux au service desquels Eugène Varlin mettait sa lucidité et sa générosité quand il constatait : « L'instruction nous est rendue impossible par la longueur de notre journée ; cependant notre état exige que nous soyons instruits. Notre industrie, par ses besoins de perfectionnement, nous rend l'éducation aussi nécessaire qu'elle rend l'ignorance pénible en nous mettant chaque jour tant de livres entre les mains. De tous côtés des hommes instruits se groupent et s'offrent à nous communiquer la science, mais leur dévouement est inutile pour nous qui sommes dans l'impossibilité d'en profiter. »

Jean MOREAU.

ENTRE NOUS

Nous parlons ici à cœur ouvert avec nos abonnés, lecteurs et amis. Nul d'entre eux ne s'étonnera d'y retrouver les mêmes doléances. La RP s'est toujours débattue dans les difficultés. Elle avait pourtant acquis, grâce à la fidélité de ses amis, ce qu'on pourrait appeler « une vitesse de croisière ». Celle-ci se trouve perturbée par les circonstances d'aujourd'hui. Comment leur échapperait-elle ?

Parlons franchement : la RP qui a dépassé le demi-siècle d'existence, n'est-elle qu'une survivance ? Certains camarades, rencontrés récemment, nous ont dit qu'ils pensaient qu'elle ne paraissait plus. Cette redécouverte les a fait renouer avec elle. Mais c'est dans la jeune génération, ne le cachons pas, que son rayonnement est insuffisant. Plusieurs d'entre nous s'occupent actuellement de l'étendre. Les résultats de leur quête se font sentir, mais les difficultés vont plus vite qu'eux. Nos jeunes lecteurs diront ici ce qu'ils pensent de nos efforts. La RP est une tribune qui leur est toujours ouverte, à eux comme aux plus anciens. Ils n'ont pas à ménager leurs critiques ni à retenir leurs propositions.

Si nous devons être découragés, nous le serions depuis longtemps. Il n'en reste pas moins que nous nous sommes trouvés, à la dernière réunion du « noyau », devant une situation financière très préoccupante. Il ne s'agissait plus cette fois d'un retard jugé normal dans nos paiements. Le retard tendait à s'accroître dangereusement. Le signal d'alarme étant donné, les camarades présents ont fait preuve d'une générosité qui est, chez eux, habituelle. Trop habituelle. Car si le ballon d'oxygène est souvent nécessaire — et il l'était — ce n'est pas un mode normal d'existence.

Nos abonnés constateront, dans notre numéro de juin, l'importance de cet effort de solidarité. Ils le vérifieront dans la rubrique « D'où vient l'argent ? » Cet effort consenti par ceux qui font la RP, doit inciter ceux qui la lisent et qui aiment la lire à participer, s'ils le peuvent, à cette souscription exceptionnelle.

Vous nous direz sans doute que cet appel au secours n'est plus exceptionnel, qu'il se renouvelle avec une trop grande fréquence. Dans l'immédiat, nous sommes tenus de le pousser. Nous comptons sur la compréhension des amis de la RP qui, eux aussi, ont pris l'habitude de répondre à nos cris d'alarme. Ils savent que c'est de leur solidarité, sous toutes ses formes, que dépendent la vie régulière et l'indépendance de notre revue.

Pour aller au plus pressé, nous avons décidé de réduire provisoirement à seize pages nos numéros. Le prochain sera celui de juin-juillet et le suivant celui d'août-septembre. Ce blocage de deux numéros en un seul pendant la période vacancière, nous permettra de repartir sur des bases plus solides avec ce numéro de rentrée. Pour cela, camarades, il faut que nous soyons assurés de votre effort personnel de diffusion et de coopération.

En avant, pour des collaborations nouvelles, pour que la vie ouvrière réelle se traduise mieux dans nos colonnes, pour que le cercle des amis de la RP s'élargisse, pour que cette vieille revue soit aussi une revue nouvelle.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE MARS ET AVRIL 1979

RECETTES

Abonnements ordinaires	1.520	
Abonnements de soutien	3.390	4.910
Souscription		948
Vente au numéro		295,20
Dû aux Editions		17
<hr/>		
Total des recettes	6.170,20	
En caisse au 1-3-79	6.536,92	
<hr/>		
		12.707,12

DEPENSES

Editions Polyglottes, solde année 1978 ..	7.244,69	
Téléphone		180,01
<hr/>		
Total des dépenses	7.424,70	
En caisse fin avril	5.282,42	
<hr/>		
		12.707,12

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Toesca (94), 150 ; Bettendorffer (93), 200 ; Thiry (73), 100 ; G. Mader (60), 100 ; Bide (44), 100 ; Yvette Nicaise (78), 150 ; Benda (21), 100 ; Marchal (88), 80 ; Faucier (44), 150 ; Lac (15), 100 ; Cornec (29), 100 ; Meyssonier (22), 100 ; Maupieux (94), 120 ; Buren (21), 200 ; Andrieu (06), 100 ; Samuel (33), 100 ; Jeanne Laurent (03), 120 ; Guégain (92), 100 ; G. Thomas (71), 100 ; Strohl (75), 100 ; Vera Bobillier (Suisse), 100 ; Andrieu (92), 100 ; Schanz (93), 100 ; Langue (27), 150 ; Hagnauer (92), 100 ; Guenec (06), 200 ; Dreux (06), 100.

SOUSCRIPTION

Nantas (06), 20 ; Roux (87), 50 ; Sirieix (69), 30 ; Garcia (81), 20 ; Antoinette Milet (75), 368 ; Vera Bobillier (Suisse), 400 ; Daniel (29), 40 ; Farvacque (59), 20.

« Pendant les temps héroïques du syndicalisme, l'énergie et l'autorité de Griffuelhes ont été des forces décisives. La qualité éminente de Victor Griffuelhes est d'avoir été un tacticien. Lorsqu'une grève éclatait, Griffuelhes arrivait sur les lieux ; en quelques heures, il avait démêlé la situation dans laquelle, m'a dit un jour Pierre Monatte, « nous barbotions ».

Edouard DOLLEANS,
Histoire du mouvement ouvrier.

Comme nous l'avons indiqué dans les précédents numéros, nous nous proposons de rééditer une brochure de V. Griffuelhes, datant de 1908 :

« L'ACTION SYNDICALISTE »

Une souscription préalable de 17 F est demandée, avant réalisation possible du projet. Les camarades intéressés l'adresseront aux :

EDITIONS SYNDICALISTES
21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS
C.C.P. 21764-88 D PARIS.